

Un référendum menace la Cité de la musique

GENÈVE Alors que le Conseil municipal a avalisé mercredi l'ambitieux projet culturel, les opposants souhaitent faire voter la population

Sylvia Revello
@syviarevello

Un obstacle de moins, mais une route encore longue pour la Cité de la musique. Mercredi, le Conseil municipal de la ville de Genève a donné son aval au plan localisé de quartier (PLQ) devant permettre la réalisation d'un ambitieux ensemble culturel consacré à la musique et à son enseignement, ainsi que d'un parc public dans le quartier des Nations. Cela grâce à une majorité hétéroclite composée du PS, du PDC, du PLR et du MCG. Pas de quoi décourager les opposants – des associations de préservation du patrimoine bâti et arboré, des associations d'habitants et des politiques – qui prévoient de lancer un référendum contre un projet jugé démesuré, coûteux et mal situé.

Brandi dès le départ comme une menace potentielle, le référendum n'effraie pas Bruno Mégevand, père du projet démarré en 2014 et président de la Fondation pour la Cité de la musique. L'étape du législatif communal franchie, il s'agit désormais pour lui de convaincre la population que le projet est une «aubaine à saisir» pour Genève. «Nous allons fournir un grand travail de sensibilisation et d'information pour casser l'image d'élite que nos détracteurs nous attribuent à tort», affirme-t-il. Première étape de cette opération pédagogique-séductrice: dix panneaux explicatifs installés sur la plaine de Plainpalais qui racontent la genèse de la Cité de la musique.

Démocratiser la musique classique

À l'heure des questions, Bruno Mégevand, plus déterminé que jamais, a répondu à tout. L'entre-soi bourgeois? Un «faux procès», rétorque-t-il, l'objectif de la Cité de la musique étant au contraire de «rendre accessible la musique classique, et bien d'autres, au plus grand nombre et de fournir une formation musicale professionnelle». La destruction du patrimoine? «Encore une critique injustifiée», estime-t-il, soulignant que la villa des Feuillantines, située sur le périmètre, est jugée «intéressante mais pas indispensable» par un récent

rapport d'expert. Quant à la viabilité financière, Bruno Mégevand estime qu'il faut procéder dans l'ordre: «L'ouverture de la Cité n'est prévue que pour 2025, rappelle-t-il. Le budget de fonctionnement, devisé dans une première esquisse à 13 millions de francs, n'est certes couvert qu'à moitié pour l'instant, mais il nous reste du temps pour négocier avec le canton et trouver des financements annexes.» Il ajoute que le nouveau bâtiment, estimé à 300 millions de francs et financé par des mécènes, ne coûtera pas un centime à la collectivité genevoise, alors même qu'il abritera la Haute Ecole de musique, entité publique, ainsi que l'Orchestre de la Suisse romande.

Des arguments qui ne convainquent pas Leïla el-Wakil, historienne de l'art et figure du mouvement Contre l'enlaidissement de Genève. Au lendemain du vote au Municipal, la militante s'applique à réunir les forces en vue d'un référendum groupé. «L'heure n'est plus aux projets mégalos, il s'agit avant tout d'utiliser le patrimoine immobilier existant et de préserver l'identité architecturale genevoise», plaide-t-elle. A ses yeux, la propriété des Feuillantines, construite dans les années 1880 par Jean Franel, n'est pas seulement intéressante, elle est «exceptionnelle».

Front politique bigarré

Sur le plan politique, les associations de défense du patrimoine bâti et arboré pourront compter sur un spectre politique allant de l'UDC, Ensemble à gauche et les Verts, même si tous ces partis doivent encore prendre position officiellement en assemblée générale. Un front multiple qui fait penser à celui qui avait réussi à faire couler le projet de rénovation du Musée d'art et d'histoire en 2016. Autre élément similaire: la présence de fonds privés qui suscitent souvent la méfiance de la population. Alors que seules 3200 signatures sont nécessaires pour valider un référendum en ville de Genève, un vote populaire est probable.

Une perspective qui réjouit la Verte Delphine Wuest, cheffe de groupe au Conseil municipal, pour qui la Cité de la musique est un projet séduisant mais pas indispensable. Même son de cloche chez l'UDC Eric Bertinat, inquiet d'un futur report de charges sur la ville, le montage financier n'étant pas abouti. ■

MAIS ENCORE

Moutier votera sur son sort le 28 mars

La ville de Moutier (BE) se prononcera le 28 mars 2021 une seconde fois sur son appartenance cantonale et son éventuel transfert dans le canton du Jura. Le vote du 18 juin 2017 avait été annulé en raison d'irrégularités. Le choix de la date de ce scrutin, qui fera l'objet d'une surveillance encore plus étroite que lors du premier vote, convient aux autorités prétoisises. ATS

Etat des lieux sur le coronavirus

La Suisse compte 1172 cas supplémentaires de coronavirus en 24 heures, selon les chiffres publiés jeudi par l'OFSP, soit une centaine de plus que la veille. On déplore par ailleurs deux décès supplémentaires et on compte 27 hospitalisations de plus. A Genève, la médecin cantonale, Aglaé Tardin, s'est montrée très alarmiste. C'est maintenant qu'il faut agir, sinon il faudra opérer des choix quant à la prise en charge ou non des malades, a-t-elle averti. Les hospitalisations sont en nette augmentation: 50 malades étaient pris en charge jeudi aux Hôpitaux universitaires de Genève. ATS



Emmenés par la cheffe de groupe Tiana Angelina Moser, les élus des Vert'libéraux au Conseil national se présentaient le 9 novembre 2019 devant leur base. (PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)

Les vert' libéraux: le petit parti qui rêve de devenir grand

POLITIQUE L'autre formation verte a glané quelques sièges supplémentaires lors des derniers scrutins communaux et cantonaux. Le PVL a également gagné sur les cinq objets des dernières élections fédérales. Il doit encore relever de nombreux défis

Vincent Bourquin
@bourquvi

La fameuse vague de l'automne dernier n'avait pas seulement touché les Verts, mais également le Parti vert libéral (PVL). Ce dernier avait obtenu 8% des voix, contre 13% pour les Verts, mais le résultat dépassait les attentes du PVL, notamment en Suisse romande où il avait remporté deux sièges supplémentaires au Conseil national.

Aujourd'hui, comment se portent les Vert'libéraux? Pas trop mal. Lors des derniers scrutins communaux et cantonaux, ils ont réussi à glaner des sièges supplémentaires, comme dans les grands cantons schaffhousois (+1) et saint-gallois (+4), en ville de Bienne (+1) ou de Saint-Gall (+3). Ainsi, leurs ambitions ne cessent de grandir en vue des prochaines échéances électorales.

Conquérir un exécutif cantonal

Pour la première fois de leur histoire, les vert'libéraux se présentent dans le Jura: «C'est un nouveau parti, ses membres sont enthousiastes et notre objectif est d'entrer au parlement jurassien», affirme Michael Köpfl, secrétaire général du parti suisse. Ils lancent aussi deux candidats au gouvernement, Alain Beuret et Emilie Moreau, pour profiter la formation, mais sans grandes chances. Autre nouveauté, toujours en Suisse romande,

cette formation briguera des sièges aux élections communales valaisannes qui, comme dans le Jura, auront lieu le 18 octobre.

Le parti prend donc une dimension nationale avec la création de nouvelles sections. C'est une étape. Selon Marc Bühlmann, directeur d'Année politique suisse à l'Université de Berne, l'ancrage d'un parti passe surtout par des sièges au Conseil des Etats et dans les exécutifs cantonaux. Pour l'heure, les vert'libéraux sont absents de ces deux organes. Michael Köpfl confirme qu'une élection dans un gouvernement cantonal est prioritaire: dans l'immédiat, toutes les espoirs reposent sur Esther Keller, qui sera candidate le 25 octobre au Conseil d'Etat de Bâle-Ville. Toutefois, il tient à rappeler qu'ils détiennent déjà six sièges dans les exécutifs de 15 des plus grandes villes du pays: Zurich, Saint-Gall, Winterthur, Schaffhouse, Kôniz et Lucerne. En Suisse romande, le parti a davantage de peine à s'installer, même s'il présentera deux candidats pour les élections à la municipalité de Lausanne en mars 2021.

«Le parti du peuple»

Les élections, c'est un côté de la face politique, l'autre ce sont les votations. Les vert'libéraux n'ont pas caché leur joie après les votations du 27 septembre. En effet, ils sont les seuls à avoir gagné sur tous les objets. L'un des membres du parti a ainsi écrit sur les réseaux sociaux qu'ils étaient le *Volkspartei*, le parti du peuple. «Nous avons le vent en poupe, cela prouve que nous avons une réflexion sur les équilibres; le peuple suisse n'aime pas les extrêmes», se réjouit la vice-présidente, Isabelle Chevalley.

Les vert'libéraux ont-ils réellement le vent en poupe? Le politologue Marc Bühlmann relativise: il faudra encore attendre d'autres scrutins. Pour lui, ce qui est intéressant, c'est qu'ils arrivent avec des thèmes actuels qui ne concernent pas que l'écologie et qui touchent leur électorat plutôt moderne, féminin et urbain. Parmi ces sujets «de niche», le directeur d'Année politique suisse cite l'accord-cadre avec l'Union européenne. Les vert'libéraux sont les seuls à soutenir encore ce texte négocié avec Bruxelles. «C'est une prise de risque, mais s'ils y croient vraiment, cela

Isabelle Chevalley se dit convaincue que sa formation devrait se rapprocher davantage du monde paysan. Une stratégie qui divise le parti

montre qu'ils cherchent des solutions et, pour un petit parti, c'est important de se démarquer.» Isabelle Chevalley défend cet accord qui montre l'attachement du parti aux relations bilatérales. «L'important, maintenant, est d'expliquer à la population quel est son contenu», souligne la conseillère nationale vaudoise.

Electorat urbain

Un sujet les divise par contre: l'initiative sur les entreprises responsables soumise au peuple le 29 novembre. Isabelle Chevalley y est fortement opposée. Elle espère que son parti laissera la liberté de vote. Marc Bühlmann pense, lui, que cet électorat sera favorable au texte: «C'est la difficulté des nouvelles formations, elles ne connaissent pas encore très bien leur électorat.» Un électorat urbain, mais le politologue bernois considère que sur certains thèmes, comme le climat, le monde agricole pourrait voter vert'libéral. Isabelle Chevalley se dit convaincue que sa formation devrait se rapprocher davantage du monde paysan. Une stratégie qui divise les vert'libéraux, qui malgré leur jeune âge ont déjà plusieurs ailes.

Difficulté supplémentaire pour ce parti, le choix des alliances qui peuvent provoquer des remous, comme lorsque, dans le canton de Vaud, Isabelle Chevalley avait fait liste commune avec l'UDC pour les élections au Conseil d'Etat. Le PDC et sa volonté de devenir «Le Centre» espère également concurrencer à terme le PVL, même si ce dernier a l'avantage, lui, d'incarner la modernité. Autre défi, faire émerger de nouvelles personnalités, notamment en Suisse romande. ■

PUBLICITE

«La joie de vivre n'est pas une question d'âge.»

Hans-Jakob Stahel
Responsable Clientèle
Entreprises
à propos d'une vie plus
longue en toute liberté
de choix.

Ils n'ont pas caché leur joie après les votations du 27 septembre. En effet, ils sont les seuls à avoir gagné sur tous les objets